

L'ÉMIRAT ISLAMIQUE INDÉPENDANT DE BABA AMR (1ÈRE PARTIE)

Les journalistes-combattants de Baba Amr

par Thierry Meyssan

La répression de Baba Amr est-elle la plus grande fiction politique depuis le 11-Septembre ? C'est ce qu'entend démontrer Thierry Meyssan dans un récit exclusif que le Réseau Voltaire publie en épisodes. Dans ce premier volet, il revient sur la prétendue évasion des journalistes occidentaux et montre que certains d'entre eux faisaient partie de l'Armée « syrienne » libre.

RÉSEAU VOLTAIRE | 3 MARS 2012



Photo satellite de l'Émirat islamique indépendant de Baba Amr. La presse atlantiste interprète la fumée qui s'élève au-dessus du quartier comme la preuve de bombardements.

Les États membres de l'OTAN et du CCG ne sont pas parvenus à lancer une attaque conventionnelle contre la Syrie. Cependant ils l'ont préparée, dix mois durant, en conduisant une guerre de basse intensité doublée d'une guerre économique et médiatique. La ville de Homs est devenue le symbole de cet affrontement. L'armée « syrienne » libre a investi

les quartiers de Baba Amr et d'Inchaat et y a proclamé un Émirat islamique qui donne un aperçu de son projet politique.

Avec le soutien de la Russie –toujours traumatisée par l'expérience de l'Émirat islamique d'Itchkérie– et de la Chine, soucieuses de voir le gouvernement de Damas protéger ses citoyens, l'Armée nationale syrienne a donné l'assaut le 9 février après épuisement de toutes les tentatives de médiation. L'Armée « syrienne » libre, défaite, se retranchait bientôt dans une zone d'environ 40 hectares, qui était immédiatement bouclée par les Forces loyalistes, qui ne cessa de rétrécir et finit par tomber le 1er mars. Pour se venger, les derniers éléments armés de l'Émirat massacrèrent les chrétiens de deux villages qu'ils traversèrent avant de trouver refuge au Liban.

Durant toute cette période, de grands médias ont été utilisés pour masquer la réalité sordide et cruelle de cet Émirat et pour lui substituer une fiction de révolution et de répression. Un soin particulier a été apporté pour faire accroire que des milliers de civils étaient pilonnés par l'artillerie, voire l'aviation, syrienne. Au cœur de ce système de propagande, un Centre de presse utilisé par les chaînes satellitaires de la Coalition : Al-Jazeera (Qatar), Al-Arabiya (Arabie saoudite), France24 (France), BBC (Royaume-Uni) et CNN (États-Unis) et coordonné par des journalistes israéliens.

L'opinion publique en Occident et dans le Golfe peut légitimement se demander qui dit vrai entre la version de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et du Conseil de coopération du Golfe d'un côté, et celle de l'Organisation de Coopération de Shanghai de l'autre. Nous allons tenter de lui apporter des éléments décisifs pour trancher et pour établir la vérité. Nous nous appuierons sur les vidéos diffusées par les chaînes occidentales et du Golfe, les témoignages des survivants recueillis par le bureau du Réseau Voltaire en Syrie, et les documents découverts dans le Centre de presse de l'Émirat.

Le double visage des reporters occidentaux

Des journalistes occidentaux bloqués dans l'Émirat ont lancé des appels de détresse sur le Net. Deux d'entre eux y apparaissent blessés, le troisième semble en bonne santé. Leurs gouvernements firent de leur extraction une affaire de principe. La France délégua un fonctionnaire pour négocier avec les rebelles. Plusieurs autres États –notamment la Russie–, soucieux de faire descendre la tension au Levant, offrirent leurs bons offices.

J'ai participé à cet effort collectif. En effet, une journaliste française avait refusé une première occasion de fuir avec la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge syrien. Craignant un piège, elle n'avait pas saisi la main qui lui était tendue. Ma mission avait deux aspects. D'abord, établir un contact avec mes compatriotes, les informer sur le contexte politique et militaire, et faciliter leur remise à un fonctionnaire français qui les place sous protection diplomatique. Ensuite, je devais rapporter à ceux qui œuvrent pour la paix dans cette région le déroulement exact des événements et évaluer la bonne volonté des protagonistes.

Comme on le sait, les négociations ont échoué. Les délégués des services de renseignement des différents États impliqués ont pu constater que les autorités syriennes et les organisations humanitaires ont fait tout leur possible et que le blocage est exclusivement imputable à l'Armée « syrienne » libre.

Quelle n'a donc pas été la surprise, réelle ou feinte, des différents négociateurs d'apprendre soudainement que les trois journalistes que nous avons tenté d'extraire d'Homs, plus un quatrième qui n'avait pas souhaité notre aide, ont franchi les lignes de l'Armée syrienne libre et celles de l'Armée nationale syrienne pour se rendre par leurs propres moyens au Liban.

Après un instant de confusion et la vérification que les initiatives parallèles de la Russie n'avaient pas plus abouti que les nôtres, nous avons dû constater qu'un commando armé d'une grande nation occidentale a exfiltré les quatre journalistes, et peut-être d'autres personnes, pendant que nous mettions inutilement notre vie en danger. Dans ces conditions je n'ai aucune raison de me taire sur les dessous de cette affaire. J'exclurai uniquement de cet article les références aux fonctionnaires et personnalités

impliquées, afin de préserver leurs capacités à agir pour la paix, bien que mentionner certains détails auraient eu une utile valeur pédagogique pour nos lecteurs.

Je ne doute pas que les rescapés de Baba Amr publieront leur version des événements pour consolider la propagande atlantiste. Ils continueront à mentir comme ils n'ont cessé de mentir. C'est pourquoi, je tiens d'abord à témoigner de ce que j'ai vu pour prévenir le tissu de désinformation que l'on est en train de nous tisser.

Selon la version médiatique actuelle, une révolution aurait été sauvagement réprimée. Des journalistes occidentaux, mus par leur seul désir d'informer, seraient venus voir et témoigner. Les insurgés se seraient progressivement retranchés dans le quartier de Baba Amr où ils auraient survécus trois semaines sous un déluge de feu. Leur Centre de presse aurait été bombardé avec des GRAD, des « orgues de Staline », mercredi 22 février 2012. Au cours de ce bombardement, Marie Colson (*Sunday Times*) et Rémi Ochlik (*IP3 Presse*) auraient été tués, tandis qu'Édith Bouvier (*Le Figaro Magazine*) et Paul Conroy (*Sunday Times*) auraient été blessés. William Daniels (ex-*Figaro Magazine* et *Time Magazine*) serait resté avec eux, tandis que Javier Espinosa (*El Mundo*) se serait séparé du groupe.

Les survivants ont posté quatre vidéos sur le Net qui nous racontent une bien étrange histoire.

La mort de Marie Colvin et de Rémi Ochlik



La mort de Marie Colvin et de Rémi Ochlik nous est connue par une vidéo fournie par l'Armée « syrienne » libre. Leurs corps ont

été retrouvés après la chute de l'Émirat et ont été identifiés par les ambassadeurs de France et de Pologne (représentant son homologue états-unien).

Marie Colson était connue pour le chic de ses tenues et le contraste dont elle jouait entre la finesse de ses atours féminins et la dureté du bandeau qui cachait son œil perdu. La vidéo, sur laquelle on voit uniquement de dos deux corps gisants au sol, est authentique et a été validée par divers médias qui l'ont diffusée. Les deux journalistes apparaissent en tenue de combat. Il conviendrait de se demander pourquoi ce détail, qui contrevient sur un champ de bataille au statut de non-combattant des journalistes, n'a pas soulevé d'interrogations du public, ni de commentaires indignés de la profession.

Les blessés Édith Bouvier et Paul Conroy au dispensaire



Sur la seconde vidéo, le représentant du Croissant-Rouge syrien dans l'Émirat, le docteur Ali, un dentiste du quartier qui s'est dévoué avec courage aux blessés, présente Édith Bouvier et Paul Conroy allongés sur des lits dans ce qui semble être une sorte de dispensaire hospitalier. Puis, un soldat de l'Armée « syrienne » libre qui se fait appeler « Docteur Mohammed », portant blouse bleue et stéthoscope, livre un commentaire révolutionnaire.

Trois éléments doivent être relevés :

- ▶ Édith Bouvier refuse de décliner son identité, qui est cependant révélée aux spectateurs, et tente de cacher son visage.
- ▶ Paul Conroy roule des yeux à la fois inquiets et réprobateurs.
- ▶ « Docteur Mohammed » est une star des vidéos de l'opposition

syrienne. Il joue le rôle d'un médecin révolutionnaire, alors qu'il n'est pas médecin. Il s'exprime dans un langage approximatif, sans aucun vocabulaire médical, mais avec des références salafistes.

Tout laisse à penser que « Docteur Mohammed » a profité de la situation pour faire participer le vrai médecin et les deux journalistes à une petite mise en scène dramatisant outrageusement la situation.

Nouveau message de Paul Conroy depuis sa chambre



Dans une troisième vidéo, le photographe britannique Paul Conroy est à l'écart, allongé sur un canapé, après avoir reçu des soins. Il demande de l'aide. Il s'applique à préciser qu'il est invité et pas prisonnier.

Il semble aussi mal à l'aise que la première fois et glisse des indications aux spectateurs. Il appelle des « agences globales » à intervenir car « elles travaillent pour les mêmes objectifs sur le terrain ». Quelles sont donc ces « agences globales » qui auraient le pouvoir de l'extraire de l'Émirat ? Il ne peut s'agir que d'agences publiques, qu'elles soient intergouvernementales comme celles de l'ONU, ou nationales comme des agences de renseignement. Que signifie : « travailler pour les mêmes objectifs sur le terrain » ? Il ne peut faire référence à une activité des Nations Unies, puisqu'elles n'ont pas vocation à faire du journalisme. La seule interprétation possible est qu'il appelle des agences de renseignement alliées en évoquant son appartenance à une agence de renseignement britannique.

À la différence de Marie Colson qu'il accompagnait comme photographe pour ses reportages dans le *Sunday Times* Paul Conroy ne porte pas d'uniforme sur le champ de bataille, mais il n'en a pas besoin pour se faire identifier.

« Docteur Mohammed » intervient alors pour nous faire part de son diagnostic. Paul Conroy aurait été blessé la veille à la jambe par un missile GRAD. Il nous montre une jambe au bandage immaculé. Malgré l'extrême gravité de la blessure et sa fraîcheur, la jambe n'est aucunement tuméfiée. « Docteur Mohammed » n'a pas usurpé son surnom : sans avoir de formation médicale, il réalise des prodiges médicaux.

À la fin de son intervention, Paul Conroy ajoute un message pour rassurer « sa famille et ses amis en Angleterre » : « Je vais parfaitement bien ». Si le sens caché a échappé à « Docteur Mohammed », ceux qui savent que Paul Conroy est Irlandais du Nord, pas Anglais, n'ont pas de mal à décrypter. Le « photographe » s'adresse à la hiérarchie de l'agence militaire britannique pour laquelle il travaille et signale que cette comédie ne doit pas induire en erreur, il est en bonne santé.

Cette fois, c'est Paul Conroy qui semble utiliser la mise en scène de « Docteur Mohammed » pour faire passer son message, alors qu'il est immobilisé par sa blessure.

Nouveau message d'Édith Bouvier et de son compagnon



Dans une quatrième vidéo, tournée et diffusée la même journée, Édith Bouvier, allongée sur son lit d'infortune appelle à l'aide. Elle demande (1) « la mise en place d'un cessez-le-feu » et (2) « une

voiture médicalisée qui la conduise jusqu'au Liban », afin qu'elle puisse y être rapidement traitée.

Vu que les besoins exprimés sont ceux d'une trêve pour laisser circuler une ambulance et d'un transport dans un hôpital pour y être soignée, ces revendications sont absolument incongrues.

► (1) Un cessez-le-feu est un accord qui suspend la totalité des hostilités entre les parties durant une négociation politique, tandis qu'une trêve est une interruption des combats, dans une zone déterminée et durant une période déterminée, pour laisser passer des personnes ou du matériel humanitaire.

► (2) De plus, être conduite au Liban implique une amnistie pour le délit d'immigration illégale, Édith Bouvier étant entrée clandestinement en Syrie aux côtés des rebelles.

Force est de constater que ces deux exigences ne sont pas argumentées, mais correspondent à la création d'un « couloir humanitaire » au sens où l'entend le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Alain Juppé est malheureusement connu pour sa facilité à inverser les rôles et son usage des « couloirs humanitaires ». En 1994, il avait obtenu du Conseil de sécurité des Nations Unies une résolution autorisant l'opération Turquoise, c'est-à-dire la création d'un « couloir humanitaire » pour permettre à la population hutu du Rwanda de ne pas être massacrée à son tour en vengeance des crimes commis par le Hutu Power principalement contre la population tutsie. On sait aujourd'hui que ce couloir n'était pas qu'humanitaire. Il permit à la France d'exfiltrer les génocidaires mêlés aux civils, afin de leur éviter d'avoir à répondre de leurs crimes. Alain Juppé cherche cette fois à exfiltrer les groupes armés responsables des tueries en Syrie.

Il convient donc de constater qu'Édith Bouvier n'exprime pas des besoins personnels, mais que ses exigences correspondent aux intérêts de l'Armée « syrienne » libre tels que la France les défend.

Il n'est pas surprenant que la journaliste se fasse la porte-parole d'Alain Juppé. Elle a été engagée au groupe *Le Figaro* par Georges Malbrunot. Selon les autorités syriennes, ce dernier était dans les années 80 l'agent de liaison de la DGSE avec les Frères musulmans.

Il fut arrêté à Hama, puis restitué aux autorités française à la demande expresse du président François Mitterrand.

Dans la séquence suivante, « Docteur Mohammed » explique la situation, tandis que son compagnon le photographe William Daniels (pigiste au *Figaro-Magazine*, puis à *Time Magazine*) insiste sur l'urgence de la situation. Les déclarations en arabe sont traduites en anglais par un quatrième personnage que l'on ne voit pas à l'écran. Enfin un cinquième intervenant, le jeune Khaled Abou Saleh, apporte une conclusion révolutionnaire au petit film.

Alors que dans les premières vidéos Édith comme Paul refusaient manifestement de coopérer avec « Docteur Mohammed », elle joue cette fois le jeu de bonne grâce.

Le jeune Khaled Abou Saleh est le chef de Centre de presse de l'Armée « syrienne » libre. D'après les journalistes qui ont utilisé cette installation, le Centre, placé dans un immeuble vétuste, était équipé de tout le matériel hi-tech nécessaire. Les journalistes pouvaient y faire leurs montages, et disposaient du matériel satellitaire pour des diffusions en direct. Certains ironisaient en comparant le niveau informatique du Centre à celui de l'Armée nationale syrienne, qui persiste à utiliser des systèmes de transmission archaïques.

On ne dispose d'aucune information sur les généreux sponsors qui ont offert cette installation dernier cri. Mais on dispose d'une indication lorsque l'on s'intéresse aux activités professionnelles de Khaled Abou Saleh. Le jeune révolutionnaire est lui-même journaliste. Il est correspondant permanent à Al-Jazeera, qui en outre publie son blog son site internet, et pigiste à France24, où il apparaît comme collaborateur de la rubrique « Les Observateurs ». Or, ces deux télévisions satellitaires forment l'avant-garde de la propagande de l'OTAN et du CCG pour justifier un changement de régime en Syrie, comme elles le firent pour en justifier un en Libye.

À titre d'exemple sur la déontologie de la chaîne publique française, le 7 juin 2011, France24 avait diffusé en direct une intervention téléphonique émouvante de l'ambassadrice de Syrie en France, Lamia Shakkour, annonçant sa démission pour protester contre les massacres dans son pays. Immédiatement la machine

diplomatie française exerçait des pressions sur l'ensemble des ambassadeurs de Syrie dans le monde pour qu'ils suivent ce bel exemple. Las ! Bien que Renée Kaplan, la directrice-adjointe de la rédaction de France24, ait juré que la voix diffusée était celle de l'ambassadrice qu'elle connaissait bien, il s'agissait en fait de celle de l'épouse du journaliste, Fahd Alargha-Almasri. L'intoxication fit long feu [1].

Sous l'impulsion d'Alain de Pouzilhac et de Christine Ockrent-Kouchner, France24 et RFI ont cessé d'être des organes d'information pour devenir des instruments du dispositif militaro-diplomatique français. Ainsi, le 5 juillet 2011, Alain de Pouzilhac, en qualité de PDG de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) signait un protocole d'accord avec Mahmoud Shammam, ministre de l'Information des rebelles libyens. Il s'engageait à créer des médias anti-Kadhafi et à former le personnel nécessaire pour faciliter le renversement du « Guide » libyen. Cette annonce avait soulevé la colère des journalistes de France24 et de RFI, furieux d'être instrumentés dans cette entreprise de propagande. Tout laisse à penser que des dispositions de même nature ont été prises pour encourager « le journalisme citoyen » des « révolutionnaires syriens ». Si c'est le cas, le rôle de Khaled Abou Saleh ne se limite pas à des correspondances et à des piges, il est un acteur clé de la fabrication de fausses informations pour le compte du dispositif militaro-diplomatique de la France.

Précédemment, Édith Bouvier était rétive à la mise en scène. Au contraire, cette fois, elle collabore avec son collègue de France24 et enregistre un appel à l'aide qui vise à manipuler la compassion des spectateurs pour justifier la mise en place d'un « couloir humanitaire », tel que celui dont Alain Juppé a besoin pour évacuer les mercenaires de l'Armée « syrienne » libre et leurs instructeurs occidentaux.

Premières conclusions

À ce stade de l'étude des vidéos, j'ai émis plusieurs hypothèses de travail.

- L'équipe du *Sunday Times* (Marie Colson et Paul Conroy) travaillait pour le MI6, tandis que l'envoyée du *Figaro Magazine* (Édith Bouvier) travaillait pour la DGSE.
- « Docteur Mohammed » a profité de ce que les journalistes soient alités pour enregistrer deux vidéos de plus, mais Paul Conroy en a profité pour adresser un message de détresse aux alliés.
- En définitive le pigiste de *France24*, Khaled Abou Saleh, a mis en scène la revendication d'Alain Juppé.

Échec des négociations ou changement de négociation ?

Tout au long des négociations, j'ai pu apporter divers éclairages qui ont été pris en considération. Mais chaque fois que j'ai évoqué les remarques ci-dessus, il m'a été répondu que ce n'était pas le moment. Il apparaissait que l'Armée « syrienne » libre refusait de laisser sortir les journalistes. L'urgence était de les sauver. On s'occuperait plus tard du statut réel de chacun.

Samedi 25 au soir, les négociations avaient échoué. Pour rétablir le contact avec les takfiristes, les Syriens cherchaient un cheikh modéré avec qui ils acceptent de parler, mais tous les religieux contactés se désistaient les uns après les autres de peur des conséquences. Fallait-il camper sur place pour pouvoir reprendre la discussion dès qu'un cheikh se présenterait ? Ou fallait-il rentrer se reposer en sécurité à Damas ?

C'est en définitive des autorités militaires syriennes que vint la réponse. Nous étions invités à rentrer et nous serions informés lorsqu'une nouvelle occasion de négociation se ferait jour. De retour dans la capitale, un SMS nous informa que les négociations étaient suspendues pour 48 heures.

Suspendues ne signifiait pas que nous pouvions nous divertir dimanche et lundi pendant que des confrères et des compatriotes étaient en danger de mort, mais que durant 48 heures une autre négociation était en cours. Sur le moment, j'ai cru que le relai avait été pris par nos amis russes.

Mardi matin, j'étais réveillé par une amie, reporter de guerre pour un grand média français, qui me téléphonait en m'apprenant l'arrivée de Paul Conroy et probablement des autres journalistes à Beyrouth. J'étais interloqué. Je réveillais à mon tour un haut responsable syrien qui manifesta sa perplexité. De coup de fil en coup de fil, personne à Damas ne savait quoi que ce soit, ou ne voulait parler.

En définitive, je découvris qu'un accord avait été négocié par le général Assef Chawkat avec une haute personnalité française de ses amis pour trouver une solution politique à cet imbroglio. Les Forces loyalistes ont ouvert leurs lignes pour laisser passer nuitamment les conseillers militaires français et les journalistes vers le Liban. Au petit matin, l'Armée « syrienne » libre a découvert leur fuite. Comprenant qu'ils étaient abandonnés, les mercenaires décidèrent de se rendre, abandonnant leur propre arsenal, tandis que les islamistes refusèrent les dernières sommations. Le général Assef Chawkat donna l'assaut final et prit l'Émirat en quelques heures, délivrant de la tyrannie islamiste les civils qui y étaient enfermés.

Depuis son quartier général à l'étranger, l'Armée « syrienne » libre –désormais réduite à pas grand-chose– annonça son « repli stratégique ». La nature ayant horreur du vide, le Conseil national syrien basé lui aussi à l'étranger annonça la création d'un Comité militaire composé d'experts syriens et surtout étrangers. En quatre jours, la question militaire s'est déplacée du champ de bataille syrien aux confortables salons des grands hôtels parisiens.

À suivre...

Thierry Meyssan

[1] « [L'Ambassadeur de Syrie en France victime d'une tentative de déstabilisation](#) », par Frédéric Lacastille, InfoSyrie, 7 juin 2011.

Source : « [Le double visage des reporters occidentaux à Baba Amr](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2012, www.voltairenet.org/a172956